



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE

LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ RÉGIONALE DES ÉTATS-UNIS DANS LA CARAÏBE DEPUIS LE GOUVERNEMENT TRUMP 2

Alain Carton / Chercheur associé à l'IRIS

Juin 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Alain Carton / Chercheur associé à l'IRIS

Alain Carton est chercheur associé à l'IRIS, spécialiste des Outre-mer de la France et de leurs espaces régionaux, ainsi que de l'économie bleue.

Alain Carton a été haut fonctionnaire au sein des ministères de la Défense, de l'Intérieur et celui des Outre-mer. Il a créé une société de conseil pour le soutien au développement économique des Outre-mer et a rejoint comme consultant le groupe STRATEMH, basé en Guyane et dans l'océan Indien. Ses interventions en cours concernent les enjeux des lignes maritimes Asie-Océan Indien à partir du hub portuaire de La Réunion, l'approvisionnement en eau potable de la partie amérindienne de la Guyane, la valorisation industrielle des algues invasives dans le bassin antillais et caribéen.



PROGRAMME
**AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE**

Ce programme étudie la géopolitique d'un sous-continent situé au cœur de multiples enjeux globaux du 21^e siècle. Analyses, décryptages, débat d'idées, mise en perspectives. Il s'adresse aux professionnels (entreprises, décideurs, journalistes, etc.) et spécialistes (chercheurs, universitaires, institutionnels) mobilisés sur ou par l'Amérique latine. Il est dirigé par Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

UNE NOUVELLE DOCTRINE STRATÉGIQUE ?

La présence américaine dans la région Caraïbe suit dans une certaine mesure, les objectifs contenus dans la *National Security Strategy* publiée en janvier 2026 et son « corollaire Trump » à la doctrine Monroe pour l'Hémisphère occidental. Il s'agit de restaurer la prééminence américaine et de refuser aux compétiteurs extérieurs (la Chine en l'espèce) la possibilité de déployer des forces, de posséder ou de contrôler des actifs stratégiquement vitaux. Selon ce document, les États-Unis entendent mobiliser leurs partenaires pour contrôler les flux migratoires, stopper les trafics de drogue et renforcer la stabilité et la sécurité terrestres et maritimes.

Même si le dispositif *Shield of the Americas* (bouclier des Amériques) n'a été en définitive qu'une mobilisation isolée sans véritable suite, elle illustre la volonté américaine de s'appuyer sur ses alliés politiques et sur des « États champions » régionaux pour réaliser ses objectifs économiques et stratégiques. Réunion internationale tenue le 7 mars 2026 au complexe Trump National Doral à Miami, the *Shield of Americas* a été présenté par l'administration Trump comme un mécanisme permanent de partage de renseignements et d'opérations conjointes de maintien de l'ordre. Il n'a été en fait que la manifestation de régimes liges de Donald Trump, marqué par l'absence de puissances régionales majeures comme le Brésil, la Colombie ou le Mexique qui n'étaient pas invités. Deux États de la Caraïbe y participaient, la République dominicaine et Trinité-et-Tobago que l'on peut considérer en effet comme des « champions » de la politique états-unienne dans la zone. Une analyse approfondie restera cependant à faire sur les intérêts stratégiques propres de ces territoires qui poursuivent parallèlement des objectifs nationaux d'influence.

LA PRÉSENCE AMÉRICAINNE N'A CESSÉ DE S'INTENSIFIER DEPUIS 2025

Marco Rubio, lors de la 50^e réunion des chefs de gouvernement de la CARICOM (communauté des États de la Caraïbe) à Saint-Kitts-et-Nevis en février 2026, a placé au centre de la relation États-Unis-Caraïbe, la sécurité et la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Les Caraïbes sont très importantes pour leurs positions géographiques ; elles contrôlent des corridors maritimes, des accès logistiques, des espaces portuaires, des nœuds énergétiques et une partie essentielle de l'interface entre le Nord et le Sud du continent américain. C'est pourquoi la consolidation des appareils de renseignement régionaux interopérables avec Washington sert non seulement à combattre la criminalité, mais aussi à maintenir

l'alignement stratégique de gouvernements souvent économiquement vulnérables et politiquement exposés à des offres concurrentes.

La Barbade a accueilli du 21 au 23 avril 2026, la « *Caribbean Regional Intelligence Conference* », sommet des chefs du renseignement caribéen soutenu et parrainé par les États-Unis dont c'était la 17^e édition. Pour Washington, le problème n'est pas seulement criminel. Il est stratégique. Dans une région placée entre l'Atlantique, le golfe du Mexique, les routes du canal de Panama et les débouchés de l'Amérique du Sud, tout recul du poids américain est rapidement occupé par d'autres acteurs.

Le *Joint Regional Communications Centre* (JRCC) à la Barbade, sert de plateforme de communication opérationnelle, de contrôle des mouvements suspects et d'appui aux contrôles frontaliers. Unité opérationnelle de la CARICOM et de son agence de coopération policière, le JRCC est essentiellement soutenu par le Département d'État américain et son bureau des migrations, ainsi que par les agences américaines de lutte contre la drogue.

La politique américaine vise à mobiliser des alliés régionaux capables de contribuer à une stabilité dans la région, y compris au-delà de leurs propres frontières. Ces États sont considérés comme proches de Washington parce qu'ils participent aux structures régionales de sécurité soutenues par les États-Unis et cherchent à éviter les sanctions américaines liées au Venezuela ou à Cuba. De fait, une ligne de fracture divise la Caraïbe et ses organisations régionales selon leur degré de proximité avec Washington.

La Jamaïque, Trinité-et-Tobago, la Barbade et la République dominicaine sont les quatre principaux piliers de l'influence américaine. La coopération sécuritaire et le développement économique sont prioritaires. Ils s'y ajoutent des projets énergétiques et notamment gaziers, une coopération en matière de renseignement et la gestion des installations portuaires. La politique américaine a pour objectif de combiner la sécurité intérieure de ses alliés caribéens avec un contrôle des flux économiques. On assiste alors à une vulnérabilité accrue des États dépendants des importations américaines, notamment en carburants, équipements et intrants industriels ou agricoles. Ceci a favorisé une fragmentation politique accrue de la CARICOM, certains États privilégiant les garanties sécuritaires américaines, d'autres, sans couper avec les États-Unis, misant sur la diversification diplomatique et craignant que la politique américaine leur nuise (Jamaïque, Guyana, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Belize...)

UN CYCLE D'INTERVENTIONNISME MILITAIRE AMÉRICAIN INÉDIT DEPUIS LES ANNÉES QUATRE-VINGT

Les États-Unis ont significativement augmenté leur présence militaire dans la mer des Caraïbes en 2025. Ceci a entraîné des conséquences diverses pour les États caribéens avec tout d'abord un accroissement du risque d'incidents militaires dans une zone densément traversée par les routes commerciales et énergétiques. Ensuite, l'administration Trump fait pression pour qu'ils s'alignent sur les priorités sécuritaires américaines, notamment en matière de lutte contre les trafics.

Entre la fin 2025 et le début 2026, les États-Unis ont déployé l'un des plus importants dispositifs militaires dans la Caraïbe depuis l'invasion de la Grenade (1983), dans le cadre opérationnel « *Operation Southern Spear* ». Cette opération vise à lutter contre les narcotrafiquants (désignés comme *narcoterroristes* par Washington), à garantir la sécurisation des routes maritimes et la coopération régionale avec la surveillance du Venezuela.

La *Joint Task Force Southern Spear*, annoncée le 13 novembre 2025 par le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, a comme objectif déclaré de « *remove narco-terrorists from our Hemisphere* ». L'opération est placée sous la responsabilité de l'*U.S. Southern Command* de l'armée américaine (SOUTHCOM). Sa composante navale et aéronavale est conséquente : déploiement du porte-avions USS Gerald R. Ford dans la mer des Caraïbes à partir du 16 novembre 2025, présence simultanée de l'USS Iwo Jima navire d'assaut amphibie et de l'USS Fort Lauderdale et l'USS San Antonio qui sont des transports de chalands de débarquement. Cela représente plus de 2 200 Marines de la 22^e *Marine Expeditionary Unit* (MEU). Au total, près d'une douzaine de navires et environ 12 000 militaires ont été déployés fin 2025.

De septembre 2025 à février 2026, des actions militaires directes ont été conduites avec une série de frappes aériennes et navales contre des cibles identifiées comme appartenant à des cartels, tuant 157 personnes selon le décompte officiel.¹ Parallèlement, des exercices militaires conjoints dans les États caribéens continuent d'être menés, comme à Trinité-et-Tobago en novembre 2025 avec des opérations nocturnes héliportées et un entraînement en zone urbaine et rurale.

Cette intervention décroît à la fin du premier trimestre 2026, mais elle reste significative : en mars 2026, 5 bâtiments de l'US Navy et quelque 4 500 militaires sont encore présents sur

¹ À la date de mai 2026, le SOUTHCOM décompte désormais 200 tués.

zone. Le porte-avions USS Gerald R. Ford quitte la zone en février 2026 pour le Moyen-Orient, il est suivi de l'USS Iwo Jima et du départ du corps expéditionnaire de Marines.

APRÈS 2026, LA MISE EN PLACE D'UNE PRÉSENCE STRATÉGIQUE SUR LE LONG TERME

Le dispositif militaire américain dans les Caraïbes s'oriente vers une présence plus permanente, dispersée, technologiquement renforcée et pré-positionnée pour des opérations rapides. La création de la *Littoral Combat Force-24* (LCF-24) en 2026 en marque le tournant avec 1 300 Marines et marins déployés durablement dans la zone, un quartier général à Porto Rico et la fin du modèle classique du groupe amphibie complet. Les unités sont désormais pré-positionnées sur plusieurs bases régionales et dotées de moyens navals plus modulaires et plus rapides. Il n'y a aucune base fixe permanente, mais des moyens de montée en puissance technologique et opérationnelle avec une intégration massive de l'IA, des drones et systèmes de surveillance avancés.

L'objectif pour les États-Unis est de se doter d'un réseau de surveillance et d'interdiction multipoints. Les exercices menés actuellement tournent toujours autour des interdictions de Cuba. La *Littoral combat force 24* a expérimenté sa polyvalence opérationnelle et son interopérabilité le 4 juin 2026, en exécutant deux missions d'entraînement simultanées allant du pont d'envol de l'USS Fort Lauderdale aux rivages de Cuba.

Le proche avenir semble présager la consolidation d'un maillage permanent permettant une réaction rapide sur plusieurs théâtres et plusieurs opérations d'interdiction renforcées dont les routes pétrolières. L'espace caraïbéen est en passe de redevenir un « lac américain » avec saisies de pétroliers, opérations proches des eaux territoriales et contrôle des flux maritimes.

Mais tous ces déploiements de force consécutifs et ces engagements létaux ne font pas une stratégie cohérente. En effet, les années qui viennent diront quel type de politique l'administration américaine entend privilégier dans son hinterland caribéen entre intérêts commerciaux, lutte contre les menées chinoises et militarisation complète.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
AMÉRIQUE LATINE/
CARAÏBE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.